

## DES EXPERTS S'EXPRIMENT

## Economie : ça tourne en rond

**Y a-t-il un pilote en Algérie en matière de démarche économique? Le gouvernement d'Ahmed Ouyahia agit-il réellement comme une locomotive en ce domaine? Des questions que nombre d'économistes sont tentés, légitimement et unanimement, de poser au regard de la cacophonie qui semble caractériser le débat actuel en matière économique. Loin de toute approche négativiste, voire réductionniste, ils contestent cette propension à vouloir "trop politiser l'économie et le technique".**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Une appréciation que justifie à leur avis et cette dichotomie d'approche au sein de l'exécutif et de l'alliance présidentielle, et ce manque de lisibilité et de visibilité économiques sur le long terme. En fait, il n'existe pas, selon le consultant international, M. Malek Serai, contacté, "une véritable stratégie économique et une vision globale et bâtie à long terme. Je la cherche et je ne la trouve pas".

Ce qui est, selon lui, "tout à fait anormal" et même "les spécialistes se perdent en conjectures tandis que les observateurs étrangers s'interrogent sur le pourquoi de ce flottement". Selon ce consultant, il y a de l'argent et "des montants faramineux" qu'on annonce répartir par wilayas, néanmoins "il n'y a pas suffisamment de clarifications par secteurs, par objectifs et en termes de délais".

En fait, les divergences exprimées ici et là sur la conduite des réformes reflètent, certes, une certaine cacophonie, mais elles relèvent plus du "politique" et de visions et choix politiques des uns et des autres. Cela étant, ce cafoillage et ce débâlage en public, selon M. Serai, "ne donnent pas une bonne image du pays et touchent à sa crédibilité, portent atteinte à l'économie nationale et sapent l'autorité du président de la République". Un chef de l'Etat qui doit, à son avis, intervenir pour calmer le jeu et rectifier le tir.

De fait, la situation est complexe selon l'économiste et universitaire M. Abdelhak Lamiri, qui estime que l'Algérie a d'énormes

atouts, une large marge de manœuvre ainsi que la légitimité politique et énormément de ressources financières. En fait, il y a eu, selon lui, un dégel concernant certains dossiers de la réforme et en particulier la privatisation avec une meilleure volonté politique à aller de l'avant et "toutes les conditions sont réunies pour avancer dans la conduite des réformes". Néanmoins, il a appelé à faire très attention quant à l'efficacité de ces réformes et à leur dextérité, en s'inspirant des pays qui ont réussi leur transition.

Cela, sur la base de la séparation des missions du politique de celles de l'économique, revenant au politique de fixer les grands objectifs et autres contingences liées au projet de société et en ayant la garde des instruments de contrôle. Toutefois, une conception des réformes stratégiques et structurelles et l'élaboration de plans sectoriels et de programmes à l'échelle nationale et locale, voire la définition d'une stratégie de développement à l'horizon 2025, étant du ressort, selon lui, d'une instance nationale.

Celle-ci, précise-t-il, travaillant en tant que pilote avec une mission d'appui et d'orientation du politique, tandis que l'exécutif et les départements ministériels ne devant uniquement être que des agents d'exécution. A ce propos, cet économiste a appelé à mobiliser l'intelligentsia nationale disponible, voire à faire appel aux compétences étrangères en vue de développer des capacités locales, sur la base d'une vision décentralisée, cohérente et coordonnée et en insistant sur la promotion de l'environnement de l'entrepreneuriat local. En fait, l'universitaire Lamiri considère la nécessité d'une division de travail entre le politique et le technique, sans aucune interférence et en ne cherchant pas "à trop politiser le technique". Or, ce n'est pas actuellement le cas, le politique s'investissant dans le technique et des ministres et responsables de département qui conçoivent des plans sectoriels et essaient de les exécuter bien que cela ne soit pas de leur ressort.

Développant une approche similaire, le consultant et économiste, M. Amer-Yahia Hocine affirme que "comparée à d'autres pays en voie de développement, l'Algérie est encore en retard dans beaucoup de domaines". En fait, les pouvoirs publics ont "trop tendance à politiser la privatisation qui n'est plus à la mode y compris dans les pays qui ont subi le joug du communisme".

En d'autres termes, on a tendance à trop politiser l'économie et en dépit des déclarations d'intention des politiques, "on ne voit pas de résultats concrets sur le terrain". Telle une aberration, il est déploré le fait "qu'on en soit encore en 2005 à offrir la privatisation de 1200 EPE et qu'on appelle les investisseurs étrangers à venir en Algérie alors que des blocages perdurent".

Voire, que d'aucuns ne cessent de clamer l'existence d'un cadre macroéconomique favorable alors que ce n'est pas l'essentiel selon cet expert qui insiste sur la nécessité de mieux faciliter l'accès à l'investissement.

De même, les autorités, le ministre des Finances en particulier, ne cessent de mettre en avant l'importance de l'épargne au niveau des banques, du Trésor public et de la Banque d'Algérie alors que, selon M. Amer-Yahia, "nous n'avons pas une intermédiation financière efficace pour amener cette épargne vers ceux qui en

ont réellement besoin". En fait, ce consultant, perplexe devant une situation incompréhensible et démobilisante pour tout le monde, a mis en exergue le manque de coordination au niveau de la multitude de dispositifs de soutien qui existent ainsi que l'absence de résultats, pourtant attendus sur le terrain, des actions des départements ministériels.

Soit, "un gouvernement qui n'existe pas alors que sa mission est justement d'assurer la cohérence et la coordination" et "un problème de gouvernance qui demeure toujours entier". Cela étant, l'économie de marché étant incontournable, M. Amer-Yahia ne pense pas que "d'autres théories puissent s'opposer à la dynamique d'ensemble et consensuelle". Or, le problème est de mettre en place les règles et normes de gestion et c'est ce qui manque clairement, a-t-il estimé.

De son côté, l'économiste Abdelmadjid Bouzidi a déploré cette tendance à vouloir imposer coûte que coûte l'orthodoxie financière, tout étant, de son avis, ramené à une gestion orthodoxe des finances publiques. Ce qui ne constitue pas une politique économique, affirme-t-il. Et d'indiquer que si on concentre l'orthodoxie sur la réduction des dépenses publiques pour arriver à la stabilisation budgétaire, la théorie économique exige aussi que cet équilibre soit assuré par les recettes.

Or, les recettes fiscales sont minimes en Algérie, au regard de l'ampleur de la fraude fiscale et de l'évasion fiscale et de l'informel, avec "des opérateurs qui trichent". En fait, une véritable orthodoxie exige, selon lui, qu'on amène les gens à payer leurs impôts et "faire la chasse à la fraude fiscale et exiger de tous qu'ils payent leurs impôts".

Mais aussi, la préoccupation essentielle du ministère des Finances est d'apporter un concours financier conséquent

pour répondre aux attentes du citoyen en termes d'infrastructures de base et vitales et dont le pays est actuellement sous-équipé. Cela, en relevant que le président de la République, dont il n'est pas réputé être l'un des plus fervents partisans, et tout en affichant une vision libérale, est "beaucoup plus sensible aux préoccupations du simple citoyen pour lequel il a lancé un plan de relance et de développement des équipements".

Cependant, cet économiste considère qu'il n'y pas de politique sectorielle et même les finances publiques sont très mal gérées, selon lui, notamment en termes d'élaboration de la loi de finances sur la base d'un prix du baril de 19 dollars alors que le cours fluctue à 45 dollars.

Et si le baril devait-il chuter à 10 dollars, comment pourrions-nous gérer le pays ? s'est-il interrogé. En somme, l'économie nationale est bloquée et stagne et "une économie qui n'avance pas recule", a-t-il asséné, anxieux pour l'avenir.

Cela étant, un autre économiste, en l'occurrence M. Abdelhamid Mezaache, a relevé lui aussi l'absence, problématique, d'une démarche économique et, de son contenu à moyen terme, tout en précisant que le dernier mot revient, en fin de compte, au chef de l'Etat qui doit définir les grands choix en ce sens.

Cela, au-delà des déclarations, "simples", des uns et des autres et des déclarations d'intention notamment en ce qui concerne la privatisation sur laquelle le gouvernement "affiche une approche pragmatique pour ne pas heurter la sensibilité de la Centrale syndicale" et même si celle-ci a exprimé une position moins dogmatique que celle d'avant.

De fait, l'exécutif semble, selon cet économiste, "vouloir ne pas aller trop vite" et essaie de "se hâter lentement".

C. B.

## SURLIQUIDITES DES BANQUES ET RETRECISSEMENT DES PRETS A L'INVESTISSEMENT

## Le marché interbancaire dans l'impasse

Le marché interbancaire en Algérie est dans l'impasse. Autrement dit, il fait face à une situation de saturation jamais connue dans l'histoire de l'Algérie indépendante. Conséquence première : la Banque extérieure d'Algérie (BEA), principale banque publique disposant de fortes sommes en devises du fait que la Sonatrach y est domiciliée accuse des pertes importantes dans ses opérations de placements interbancaires, alors que pour le compte de la compagnie pétrolière, elle se voit dans l'obligation de rémunérer ses placements à des taux plus élevés.

Pour rappel, le marché interbancaire des changes est un marché entre banques et établissements financiers où sont traitées toutes les opérations de change (vente et achat) au comptant ou à terme entre la monnaie nationale et les devises étrangères librement convertibles, constituant ainsi le lieu de détermination des cours de change (taux de change des devises) par le libre jeu de l'offre et de la demande. Il a été institué par la Banque

d'Algérie par règlement n° 95-08 du 23 décembre 1995 relatif au marché des changes. Ainsi, dans le cadre de la gestion des réserves, la Banque d'Algérie intervient sur le marché interbancaire des changes au comptant, au moyen des recettes d'exportations d'hydrocarbures et produits miniers dont la gestion relève de ses attributions. Il y a lieu de noter également que le marché interbancaire des changes est un marché non localisé. Les opérations y sont traitées par téléphone, télex et autres systèmes électroniques.

Il fonctionne de façon continue, les intervenants peuvent y réaliser des transactions durant tous les jours ouvrés. Les intervenants sur le marché interbancaire des changes ne peuvent y traiter que de la monnaie en compte. Les transactions de change sont traitées de gré à gré. Les intervenants sur le marché interbancaire des changes sont tenus d'afficher, à titre indicatif, de façon continue, les cours de change au comptant, à l'achat et à la vente des devises habituellement traitées contre le

dinar. Selon des observateurs de la question financière, cette situation est due à plusieurs facteurs. La première réside dans le fait que les banques algériennes n'ont jamais été aussi riches. Les ressources collectées par le système bancaire ont atteint 2.443,2 milliards de dinars à fin 2003 contre 2.127 milliards de dinars en 2002, selon un rapport du ministère des Finances portant sur "le secteur financier : situation actuelle et axes de réformes. Soit une progression annuelle de 14,8%."

Les établissements bancaires privés ne représentent que 5,6% du marché en 2003. Leur part dans la production bancaire a baissé, selon le document, "de près de moitié par rapport à l'exercice 2002, consécutivement à la faillite en 2003 de deux banques privées". Le krach d'El-Khalifa Bank et de la BCIA a provoqué un séisme sur la place financière. Les banques privées n'ont collecté durant 2003 que 137 milliards de dinars, "en baisse de 48% par rapport à 2002". Le deuxième facteur considéré quant à lui par ses mêmes

observateurs de moindre importance est relatif au fait que le Trésor public a procédé à des remboursements par anticipation de la quasi-totalité des créances des entreprises publiques détenues par les banques publiques, contribuant ainsi à une surliquidité des banques après l'opération de recapitalisation de ces mêmes banques entreprises par la Banque d'Algérie. Cependant, si tous ces facteurs ont largement contribué pour créer cette situation de saturation du marché interbancaire, il n'en demeure pas moins que ce "blocage aurait pu être évité, si ces mêmes banques ont soutenu toutes les demandes d'investissement qui leur ont été adressées". En effet, les spécialistes de la question financière qualifient la démarche entreprise par les banques publiques "de contradictoire dans la mesure où ces banques qui disposent de ressources financières jamais égalées de par le passé évitent d'accompagner d'une massive toutes les demandes de prêt à l'investissement qui atterrissent chez elles".

Abder Bettache